

L'urgence est à la revalorisation immédiate et significative des salaires et des carrières avec une première traduction budgétaire dès 2021.

Le 6 juillet, en procédant à la nomination d'Amélie de Montchalin, le gouvernement Castex a doté la Fonction publique d'un ministère de plein exercice qui n'est plus adossé à Bercy. Pour la CGT Fonction publique, le moment est venu de rompre avec les politiques d'austérité budgétaire et d'allouer les crédits et les effectifs nécessaires à l'exercice des missions.

Le 13 avril dernier, lors de son allocution, le Président Macron concluait « *il nous faudra nous rappeler aussi que **notre pays, aujourd'hui, tient tout entier sur des femmes et des hommes que nos économies reconnaissent et rémunèrent si mal.** » « *Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune* ». « *Ces mots, les Français les ont écrits il y a plus de 200 ans. Nous devons aujourd'hui reprendre le flambeau et donner toute sa force à ce principe.* »*

Alors que cette même allocution débutait par une reconnaissance du rôle des personnels de la Fonction publique pendant la crise sanitaire, elle doit maintenant se concrétiser en acte par l'ouverture de véritables négociations salariales.

Dix ans de gel de la valeur du point, ça suffit ! L'urgence est à la revalorisation immédiate et significative des salaires et des carrières avec une première traduction budgétaire dès 2021.

Et que dire de l'intitulé de ce nouveau ministère « *de la transformation et de la fonction publiques* » qui sacralise la loi portant transformation de la Fonction publique, outil de casse du Statut général des fonctionnaires et des missions de service public !

À l'opposé de tels choix, la CGT Fonction publique réitère sa demande d'abrogation de cette loi, le maintien et le renforcement du Statut général des fonctionnaires et des statuts particuliers des personnels, conditions indispensables au rendu d'un service public neutre et impartial pour l'ensemble des citoyen·nes et usager·es.

Alors que la Fonction publique subit des politiques d'austérité budgétaire depuis trop longtemps, que les services sont exsangues, que les personnels subissent une dégradation incessante de leurs conditions de travail et de vie, d'autres choix s'imposent tant pour les actifs que les retraités !

De ce point de vue, porteuse d'autres propositions, la CGT Fonction publique réaffirme son engagement plein et entier contre la réforme à points des retraites.

Enfin, pour que le monde de demain ne soit pas pire que celui d'hier, il y a besoin de développer et de faire des services publics et de la fonction publique des outils au service de l'intérêt général et du progrès social.

Pour la CGT Fonction publique, c'est dans l'unité la plus large et avec les personnels que nous gagnerons ce monde de demain.